



# Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale  
27 novembre 2013  
Français  
Original : anglais

Assemblée générale  
Soixante-huitième session

Point 129 de l'ordre du jour

**Tribunal international chargé de juger les personnes  
accusées de violations graves du droit international  
humanitaire commises sur le territoire  
de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

Conseil de sécurité  
Soixante-huitième année

## **Lettres identiques datées du 21 novembre 2013, adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint deux lettres, datées l'une du 30 octobre 2013 (annexe I) et l'autre du 19 novembre 2013 (annexe II), adressées par M. Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Dans ces lettres, M. Meron demande que le mandat de 14 juges permanents siégeant en première instance et en appel et celui de trois juges *ad litem* siégeant en première instance soit prorogé jusqu'aux dates indiquées ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont ou seront saisis si celui-ci intervient avant.

Je rappelle qu'en application de la résolution [2081 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité et de la décision [67/417](#) de l'Assemblée générale, le mandat actuel des juges de la Chambre d'appel et des Chambres de première instance doit expirer le 31 décembre 2013. Il résulte toutefois du calendrier actualisé des procès en première instance et en appel joint aux lettres de M. Meron que les affaires dont ces juges sont ou seront saisis ne seront pas achevées avant la fin de l'année 2013. Aussi convient-il de proroger le mandat de ces juges au-delà du 31 décembre 2013.

Il revient à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité d'examiner ces demandes et de se prononcer. En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir porter les lettres de M. Meron à l'attention des membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

(Signé) BAN Ki-moon



## Annexe I

### **Lettre datée du 30 octobre 2013, adressée au Secrétaire général par le Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie**

J'ai l'honneur de me référer à la résolution [2081 \(2012\)](#) du 17 décembre 2012, par laquelle le Conseil de sécurité a notamment décidé : a) de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant à la Chambre d'appel; b) de proroger jusqu'au 31 décembre 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance; c) de proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2013, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat de certains juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance.

Par la présente lettre, je souhaite appeler votre attention sur la nécessité de proroger le mandat des juges permanents et des juges *ad litem* du Tribunal. Les prorogations demandées sont fondées sur le calendrier actualisé des procès en première instance et en appel ci-joint, qui indique les dates auxquelles les derniers procès en première instance et en appel devant le Tribunal devraient s'achever selon les prévisions actuelles (voir pièces jointes I et II)<sup>a</sup>. Ces prorogations vont au-delà de la date butoir du 31 décembre 2014 fixée par le Conseil de sécurité dans sa résolution [1966 \(2010\)](#). Comme il est expliqué dans les rapports présentés au Conseil de sécurité sur la stratégie d'achèvement des travaux, le Tribunal, du fait notamment de l'arrestation tardive de certains accusés et malgré les efforts déployés, ne sera pas en mesure de terminer ses travaux avant le 31 décembre 2014<sup>b</sup>.

#### **Juges permanents**

Une prorogation jusqu'au 31 juillet 2015, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont il est ou sera saisi si celui-ci intervient avant, est demandée pour le juge dont le nom suit :

M. Antonetti (France)

Une prorogation jusqu'au 31 décembre 2015, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont ou seront saisis si celui-ci intervient avant, est demandée pour les juges dont les noms suivent :

M. Kwon (République de Corée)

M. Hall (Bahamas)

---

<sup>a</sup> Si le jugement ou l'arrêt dans la dernière affaire à laquelle le juge doit être ou sera affecté doit intervenir entre les mois de janvier et de juillet d'une année donnée, la prorogation est demandée jusqu'au mois de juillet de cette année-là; si le jugement ou l'arrêt dans la dernière affaire à laquelle le juge doit être ou sera affecté doit intervenir entre les mois d'août et de décembre d'une année donnée, la prorogation est demandée jusqu'au mois de décembre de cette année-là.

<sup>b</sup> Voir, par exemple, S/2013/308, annexe I, par. 31 et 51; S/2012/847, annexe I, par. 30 et 44; S/2012/354, annexe I, par. 29 et 45; S/2011/716, annexe I, par. 41.

M. Morrison (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M. Delvoie (Belgique)

Une prorogation jusqu'au 31 juillet 2016, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont ou seront saisis si celui-ci intervient avant, est demandée pour les juges dont les noms suivent :

M. Flügge (Allemagne)

M. Orie (Pays-Bas)

M. Moloto (Afrique du Sud)

Une prorogation jusqu'au 31 juillet 2017, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont ou seront saisis si celui-ci intervient avant, est demandée pour les juges dont les noms suivent :

M. Meron (États-Unis d'Amérique)

M. Agius (Malte)

M. Robinson (Jamaïque)

M. Pocar (Italie)

M. Liu (Chine)

#### **Juges *ad litem***

Une prorogation jusqu'au 31 décembre 2015, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont ou seront saisis si celui-ci intervient avant, est demandée pour les juges dont les noms suivent :

M. Mindua (République démocratique du Congo)

M<sup>me</sup> Lattanzi (Italie)

M. Baird (Trinité-et-Tobago)

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de ses pièces jointes à l'attention des membres du Conseil de sécurité pour examen<sup>c</sup>.

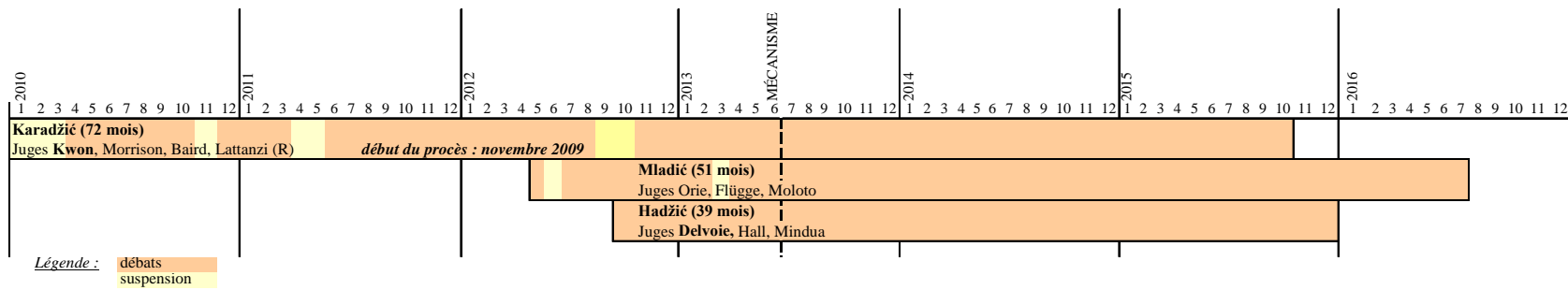
Le Président  
(Signé) Theodor **Meron**

---

<sup>c</sup> Je précise que la présente demande repose sur les dernières prévisions relatives à l'achèvement des procès en première instance et en appel en cours. Ces prévisions ne tiennent toutefois pas compte de la récusation récente de M. Frederik Harhoff, qui est susceptible d'entraîner des retards supplémentaires non seulement dans le jugement de l'affaire dans laquelle il siégeait mais également dans celui d'autres affaires. Il sera rendu compte en temps utile de l'incidence que cette récusation pourra avoir sur les dates prévues d'achèvement des procès en première instance et en appel. La présente demande ne tient pas non plus compte de l'élection d'un juge supplémentaire par l'Assemblée générale en novembre. En fonction de la durée du mandat pour lequel ce juge sera élu, une éventuelle prorogation sera demandée dans une lettre supplémentaire.

## Pièce jointe I

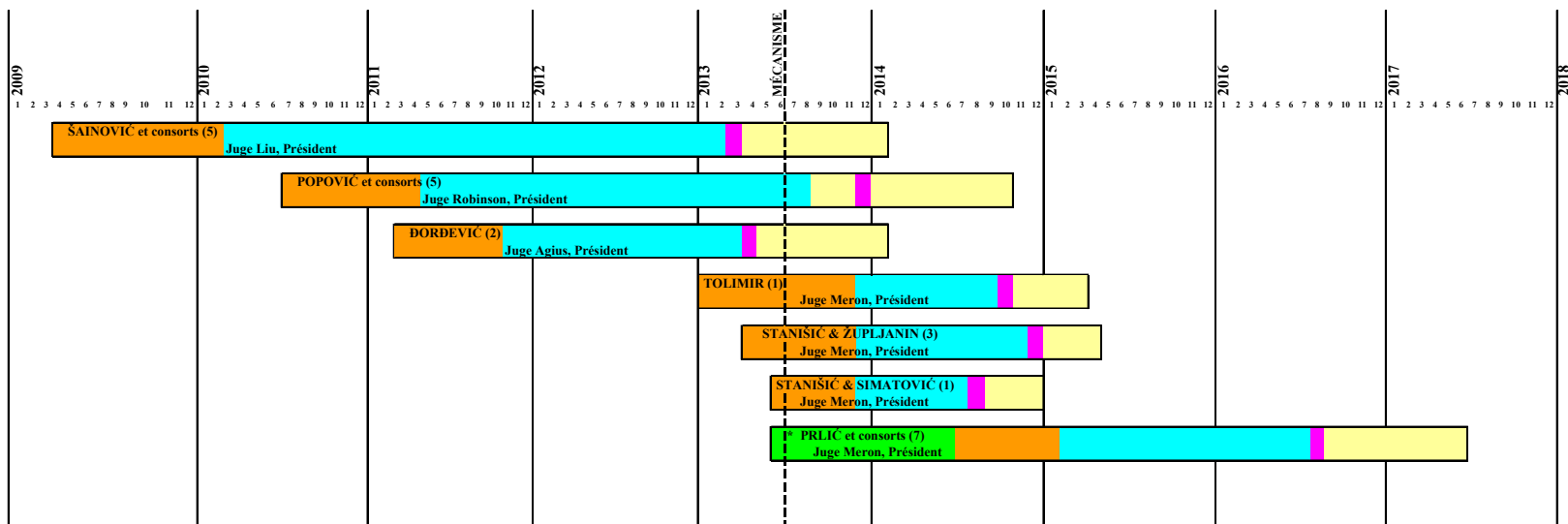
## Calendrier des procès en première instance devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (au 8 octobre 2013)



**Note :** Il n'est actuellement pas possible de prévoir la date à laquelle le jugement dans l'affaire Sešelj sera rendu en raison des changements intervenus récemment dans la composition du collège des juges.

## Pièce jointe II

### Calendrier des procès en appel devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (au 30 octobre 2013)



#### Légende :

Dépôt des mémoires
Document préparatoire
Débats
Élaboration de l'arrêt
Traduction

(délai de dépôt de l'acte d'appel inclus)

Prolongation due à la traduction du jugement (uniquement pour les accusés qui assurent eux-mêmes leur défense et ne parlent pas anglais, ainsi que pour les chambres francophones)

Note : Les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre d'appelants.

## Annexe II

### **Lettre datée du 19 novembre 2013, adressée au Secrétaire général par le Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie**

J'ai l'honneur de me référer à l'élection, le 18 novembre 2013, de M. Koffi Kumelio A. Afande (Togo) au poste de juge permanent du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Conformément à votre mémorandum (A/68/539), le mandat de M. Afande doit expirer le 31 décembre 2013 et peut être prorogé. La date de cette expiration étant imminente, je souhaite demander la prorogation du mandat de M. Afande avant même que celui-ci ne prête officiellement serment.

Dans ma lettre du 30 octobre 2013, par laquelle j'ai demandé la prorogation du mandat de certains juges du Tribunal, j'ai expliqué que mes demandes étaient fondées sur les dates auxquelles les jugements et arrêts devaient intervenir<sup>a</sup>. Pour les mêmes raisons et au regard du calendrier des procès en première instance et en appel ci-joint (voir pièces jointes I et II), je demanderais que le Conseil de sécurité proroge le mandat de M. Afande jusqu'au 31 juillet 2015, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont il sera saisi si celui-ci intervient avant.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de ses pièces jointes à l'attention des membres du Conseil de sécurité pour examen.

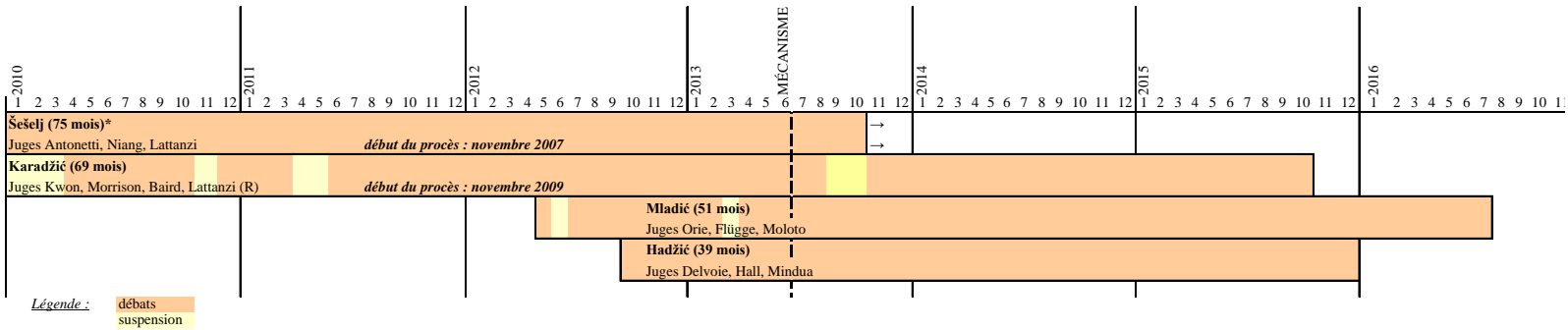
Le Président  
(Signé) Theodor **Merón**

<sup>a</sup> Je rappelle que, dans ma lettre du 30 octobre 2013, j'ai précisé que les dates indiquées dans mes demandes de prorogation avaient été fixées selon les critères suivants : si le jugement ou l'arrêt dans la dernière affaire à laquelle le juge doit ou a été affecté doit intervenir entre les mois de janvier et de juillet d'une année donnée, la prorogation est demandée jusqu'au mois de juillet de cette année-là; si le jugement ou l'arrêt dans la dernière affaire à laquelle le juge doit ou a été affecté doit intervenir entre les mois d'août et de décembre d'une année donnée, la prorogation est demandée jusqu'au mois de décembre de cette année-là.

Pièce jointe I

Calendrier des procès en première instance devant le Tribunal pénal international  
pour l'ex-Yougoslavie

(Au 12 novembre 2013)

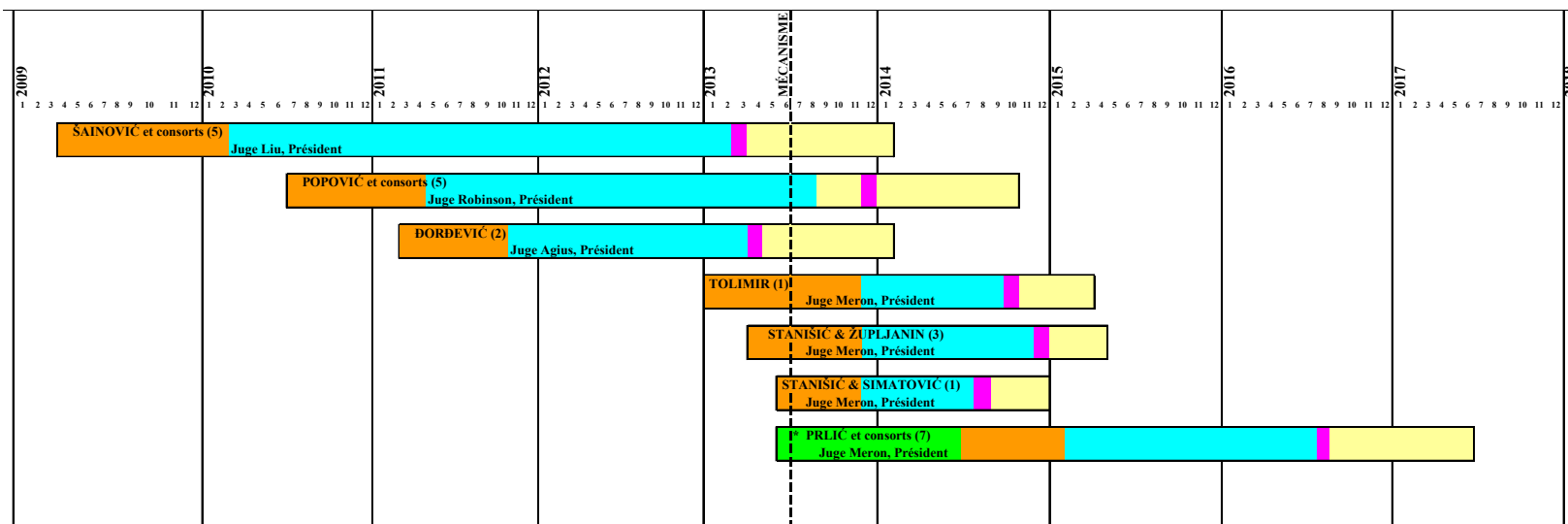


\* À la suite de la désignation du juge Niang en remplacement du juge Harhoff, la date à laquelle le jugement dans l'affaire Šešelj devrait être rendu reste incertaine.

## Pièce jointe II

## Calendrier des procès en appel devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

(Au 12 novembre 2013)



Légende :

Dépôt des mémoires	(délai de dépôt de l'acte d'appel inclus)
Document préparatoire	
Débats	
Élaboration de l'arrêt	
Traduction	

Prolongation due à la traduction du jugement (uniquement pour les accusés qui assurent eux-mêmes leur défense et ne parlent pas anglais, ainsi que pour les chambres francophones)

Note : les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre d'appelants.